ASSEMBLÉE NATIONALE

19 juin 2025

P JL REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1573)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 483

présenté par

Mme Voynet, Mme Balage El Mariky, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Batho, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier et M. Thierry

ARTICLE PREMIER**RAPPORT ANNEXÉ**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
Supprimer l'alinéa 44.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le raccourci effectué dans cet alinéa consiste à accuser les immigrés de tous les maux. Ici, ils seraient responsables de l'importance de l'économie informelle à Mayotte. Or, l'économie informelle concerne toute la société mahoraise.

Les étrangers en situation irrégulière ne peuvent travailler légalement, c'est un fait, mais bon nombre d'étrangers en situation régulière et de Français travaillent également de manière informelle. Surtout, ce sont le plus souvent des Français qui les emploient.

Le travail informel traduit une impossibilité de trouver du travail dans le secteur formel, sur un archipel à l'économie exsangue et au chômage de masse. Le travail informel est de la survie, non une volonté de faire fuir des capitaux.